

D3-00160
878186
Eco So His



Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Épreuve de : Économie, sociologie et histoire ESSEC/HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Pourquoi et comment évaluer les politiques publiques?

Selon le rapport du FMI de 2023 sur les dettes mondiales, les dettes publiques représentent 96% du PIB mondial. Les pays développés et notamment la France et les États-Unis connaissent des déficits publics en 2023. Une politique ^{publique} rime la plupart du temps avec des dépenses publiques, donc un aggravement du déficit, pour ensuite générer des recettes qui permettraient de réviser. Or, le contexte actuel ne laisse pas présager l'annulation des déficits publics. En l'absence de recettes de ces politiques se pose la question de l'efficacité publiques. Sont-elles efficaces? Comment les évaluer?

Évaluer une politique publique peut signifier qu'on en tire un bilan, qu'on en fait un constat, ainsi cela pourrait prendre la forme d'une notation en aval de ces politiques. Mais évaluer pourrait aussi signifier juger s'il est bon ou non de réaliser cette politique en amont. Ainsi, cette évaluation en amont ou en aval nécessite que l'on prenne en compte les caractéristiques dans laquelle sont prises ces politiques, c'est à dire son contexte, mais aussi des instruments pour mesurer son efficacité - si l'objectif est atteint - ainsi que son efficacité - si cette atteinte a engendré le moins de coûts possible. Ses instruments peuvent être l'élasticité, des données sur l'objectif de taux d'emploi, de gains de productivité... Une politique publique se définit comme toute action mise en place par un pouvoir public pour améliorer l'environnement économique et social du pays. Ainsi, l'évaluer pourrait servir à tirer des enseignements de telle ou telle

politique pour ne pas commettre les mêmes erreurs. Or, comme les politiques publiques dépendent du contexte passé et plus de celui actuel, est-ce vraiment utile ? Si l'évaluation est faite en amont, elle peut permettre ^{d'éviter} de commettre ces erreurs.

Or, les politiques publiques ne se fixent pas systématiquement un objectif chiffré, comment doit-on les prendre en compte ? Comme elles dépendent d'un contexte, quels enseignements pouvons-nous en tirer ? Cette évaluation servira-t-elle à améliorer les politiques publiques de demain ?

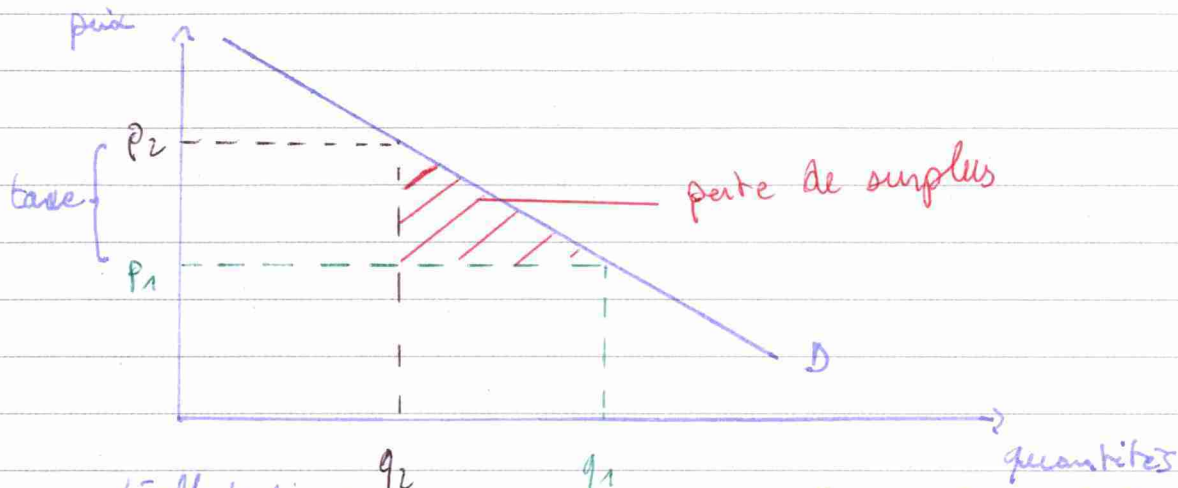
Pour être évaluées, les politiques doivent être prises en compte en fonction de leur contexte et mesurées avec des instruments fiables (1). Cependant, ces instruments peuvent se révéler incomplets si ils ne prennent pas en compte les effets multiples et intertemporels d'une politique publique (2). Dès lors, même si son évaluation apparaît difficile, elle est nécessaire pour éviter de commettre les mêmes erreurs et améliorer les politiques de demain (3).

* * *

Les politiques publiques, pour être évaluées, doivent prendre en compte le contexte dans lequel elles ont été prises (A) afin de pouvoir mesurer leur efficacité et leur efficience (B) à l'aide de divers instruments (C).

Tout d'abord, l'effectivité d'une politique publique dépend de son contexte. En effet, en contexte de crise ou de mauvaise conjoncture, les politiques publiques doivent s'adapter. Ainsi, en période de crise, les dépenses publiques vont soutenir la consommation et la demande qui va stimuler l'investissement et relancer la production. Puis, lorsque la conjoncture économique est de nouveau bonne, les prélèvements obligatoires vont être augmentés, le pouvoir

d'achat va baisser ainsi que la consommation et infine la production. De même, il est possible de jouer des stabilisateurs automatiques pour avoir des effets contra-cycliques. Aujourd'hui, le contexte favorisant la préservation de l'environnement par la diminution du CO_2 dans l'atmosphère notamment, entraîne des politiques publiques qui n'apparaissent pas optimales économiquement. La fixation, depuis 2020, d'une taxe sur les produits polluants importés au sein de l'UE renchérit le coût de ces produits, diminue le surplus des consommateurs et infine, le surplus total.



L'effet de la taxe pigouvienne sur le surplus total

La taxe, pionnière par PIGOU dans The Economy of Welfare, montre que la taxe renchérit le prix des produits (passage de p_1 à p_2) va modifier l'équilibre du marché. Une partie de la perte de surplus des consommateurs va être récupérée par le producteur mais il va y avoir une perte de surplus total (en rouge). Ainsi, elle permet de mettre un prix sur une externalité et diminuer la production de ces produits. Dès lors, la prise en compte du contexte pour l'évaluation va avoir une incidence sur son efficacité et son efficacité.

L'efficacité se caractérise par l'atteinte de l'objectif fixé en amont de la politique publique. Cette atteinte d'objectif dépend fortement du contexte et il peut arriver qu'une politique publique prise à raison ne parvienne pas à atteindre son objectif. C'est le cas notamment des serpent monétaire européen mis en place en 1972 et visant à garantir la stabilité des monnaies européennes entre elles, n'a pas tenu du fait des sorties trop rapides des marges de fluctuation des différentes monnaies. L'efficacité se définit comme le rapport entre

les moyens employés pour réaliser l'objectif et les moyens qui étaient censés être mis en place pour atteindre cet objectif. Ainsi, elle permet de rendre compte si le déroulé de la politique publique a été efficace ou non.

Pour ce faire, on dispose de divers instruments afin de mesurer l'efficacité et l'efficience des politiques publiques. Pour se rendre compte de l'efficacité d'une politique publique, c'est à dire si l'objectif est atteint peut s'interpréter avec le niveau actuel. du taux d'emploi, du taux d'inflation par rapport à celui qui avait été fixé. du dialogue au sein pour l'emploi (SEE) avait 3 objectifs : un taux d'emploi de 75%, 3% de gains de productivité, et 3% de croissance. Son efficacité a pu être mesurée avec la comparaison avec ces 3 taux. Pour mesurer si une politique publique aura un effet plus ou moins important sur ce qui est attendu, on peut l'évaluer à l'aide d'indicateurs. Si on reprend l'exemple précédent du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), il est important de regarder l'impact sur les produits concernés. Ainsi, on pourra déterminer la baisse de demande de ce produit, ce qui va entraîner la baisse d'importations de ce produit et ainsi l'efficacité de cette politique publique. De même, KEYNES dans Théorie générale sur l'emploi, le crédit et la monnaie (1936) insiste sur le rôle des multiplicateurs pour renseigner sur l'efficacité d'une politique publique, et en particulier, il privilégie le multiplicateur budgétaire qui est plus important et donc permettra de réaliser une politique publique mieux effectuée. Dès lors, évaluer l'efficacité et l'efficience d'une politique publique en amont permet de réaliser au mieux cette politique.

*

*

*

Or, il semble qu'une politique peut avoir plusieurs effets et l'évaluation d'une politique publique ne dépend pas seulement de l'atteinte de son objectif et des moyens employés mais aussi de ses effets sur d'autres politiques.

Copie anonyme - n°anonymat : 878186

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Emplacement
QR Code

Épreuve de : Économie, Sociologie et Histoire ESSEC/HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

* * *

Dès lors, pour évaluer les politiques publiques, il faut prendre en compte les effets multiples d'une politique publique (A) ainsi que les anticipations des agents (B) et ses effets intemporels (C).

En effet, une politique publique peut avoir des effets différenciés sur les agents. ~~ROEFF dans Assurance chômage :~~ cause du chômage permanent, montre que l'augmentation des allocations en chômage va dissuader les chômeurs à aller travailler. En revanche, si ils trouvent un emploi, il est possible que l'offre d'emploi étant plus importante, les entreprises arrivent à faire pression sur les salaires des employés comme montré dans le modèle WS-PS. Ainsi, une politique publique d'aide au retour à l'emploi puisse nuire aux salaires, en particulier les bas salaires, en créant une "smicardisation" des salaires. De même, il est possible qu'une politique publique entre en contradiction avec une autre publique. C'est le cas notamment du policy mix, où la politique monétaire est restreinte par les règles des politiques budgétaires. Ainsi, comme le dit SAMUELSON, on fait face à un réel dilemme. Dès lors, évaluer une ^{des politiques publiques} politique publique dépend aussi de si elle empêche l'atteinte et la réalisation d'autres politiques.

Pour savoir si une politique publique sera efficace ou non

il faut prendre en compte les anticipations des agents. En effet, comme le montre FRIEDMAN, les agents sont rationnels et vont avoir des "anticipations adaptatives". Dès lors, le succès d'une politique publique est garanti la première fois qu'elle est réalisée. Ensuite, lorsqu'elle sera effectuée de nouveau, les agents n'auront pas les comportements voulus et la politique publique sera inefficace.

Une politique publique peut être efficace à court-terme mais aussi avoir des effets distortifs à long terme. En effet, subventionner des industries sur les semi-conducteurs comme le fait le Net Zero Industrial Act (2024) peut soit aider à constituer une industrie compétitive sur les semi-conducteurs, soit les dissuader à faire des changements dans leur industrie pour qu'elle soit plus productive. Ainsi une politique publique doit avoir à la fois une version court-termiste et long-termiste. Arbitrer entre politique conjoncturelle et structurelle. De la même manière pour le policy mix, BERNANKE défend une "discretion constrained". D'autant plus que les effets distortifs peuvent durer dans le temps et pénaliser la croissance potentielle. Ce sont les "effets d'hystérèse" selon BLANCHARD.

*

*

*

Dès lors, évaluer une politique publique nécessite de prendre en compte ses effets multiples, les anticipations des agents et ses effets intertemporels, ce qui la rend très difficile.

*

*

*

Pour autant, évaluer les politiques publiques apparaît nécessaire pour ne pas refaire les mêmes erreurs que dans

le passé (A) et améliorer les politiques publiques futures (B).

L'évaluation des politiques publiques à posteriori, peut s'avérer utile pour ne pas répéter les mêmes erreurs que dans le passé. En effet, dans les années 2010, l'erreur de Trichet a été de remonter trop fortement les taux d'intérêts pour cesser l'inflation galopante. Or, elle a aussi cessé la croissance de l'Union européenne, la faisant plonger dans une phase de "stagnation séculaire" (SOMMERS) et de faible croissance (3 points de croissance de différence avec les USA après la crise de 2008).

Ainsi, lorsque l'inflation a ré-augmenté suite à la mise du Corid-19, les autorités ne se sont pas précipitées pour remonter les taux d'intérêt et éviter la même erreur selon

l'Economie Mondiale 2024. Ainsi, l'évaluation de la politique de Trichet a permis de ne pas commettre à nouveau les erreurs lors de la mise du Corid-19.

De même, l'évaluation des politiques publiques peut permettre d'améliorer les politiques publiques futures. En effet, face au déficit public structurel des États-Unis, la tendance va vers une rationalisation des politiques publiques. L'école du public choice, notamment TULLOCK, défend l'idée que les pouvoirs politiques ne sont pas efficaces économiquement, et qu'une entreprise privée aurait les mêmes vain de meilleurs résultats économiques que les pouvoirs publics. Ainsi, plus qu'une utilité, les pouvoirs politiques se doivent d'évaluer leurs politiques publiques et rationaliser au maximum leurs dépenses, pour que toute politique publique rassure les agents et garantisse leur bien-être. Évaluer les politiques publiques peut aider à faire de l'État un "État tuteur". D'autant plus que la rationalisation des dépenses apparaît nécessaire à la survie de l'État-providence, comme le disait Pierre Rosanvallon sans la crise de l'État providence, 2012, l'État providence est confronté à une crise de financement, une crise d'efficacité et une crise de légitimité.

*

*

*

*

*

Pour conclure, bien qu'il apparait difficile d'évaluer les politiques publiques, nous disposons d'instruments (élasticités, multiplicateurs...) qu'il faut mettre en place pour éviter les erreurs du passé améliorer les politiques publiques futures, et remettre de pied l'Etat Providence comme le suggère Elor Lambert.